



Société anonyme au capital de 1 066 714 367,50 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

TROISIÈME AMENDEMENT

AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

2021

Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 mars 2021
sous le numéro D.21-0138.

Premier amendement au document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mai 2021 sous le
numéro D-21-0138-A01.

Deuxième amendement au document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 août 2021
sous le numéro D-21-0138-A02.



L'amendement au document d'enregistrement universel a été déposé le 4 novembre 2021 sous le numéro D-21-0138-A03 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

SOMMAIRE

1. CHIFFRES CLÉS ET PRÉSENTATION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	3
2. RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE	5
3. RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES	28
4. RESPONSABLE DU TROISIÈME AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	33
5. TABLES DE CONCORDANCE	35

1. CHIFFRES CLÉS ET PRÉSENTATION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Évolutions récentes et perspectives

Actualisation des pages 14 et 15 du document d'enregistrement universel 2021

L'économie mondiale devrait connaître une forte reprise en 2021, son rebond étant facilité par l'adaptation continue de l'activité économique à la pandémie ainsi que par le soutien budgétaire et monétaire en cours dans de nombreux pays, notamment aux Etats-Unis. Le niveau d'incertitude demeure toutefois élevé avec notamment la présence du variant Delta combiné à la lenteur du déploiement des vaccins dans un certain nombre de pays, et des frictions persistantes dans les chaînes de valeur et les marchés du travail. Les perturbations de l'offre se traduisent actuellement par des tensions sur les prix et elles pourraient ralentir la dynamique de relance observée au premier semestre.

Le risque inflationniste s'inscrit globalement à la hausse, notamment dans les pays émergents pour lesquels la dépréciation du taux de change exacerbe la hausse des prix alimentaires. Plusieurs banques centrales de ces pays ont ainsi déjà resserré leur politique monétaire. Toutefois, les pressions inflationnistes devraient rester transitoires car les conditions d'une spirale salaires-prix, conduisant à un régime inflationniste plus élevé, ne sont pas réunies : même si les offres d'emploi ont augmenté, les taux d'emploi restent généralement inférieurs à leurs niveaux d'avant le choc. Dans les grandes économies avancées, les anticipations d'inflation semblent également ancrées et proches des cibles des banques centrales, malgré la hausse des prix de l'énergie.

Les banques centrales des pays avancés devraient se montrer plus tolérantes à l'égard de dépassements d'inflation à court terme, mais les primes de risque du marché sur l'inflation pourraient augmenter et conduire à une hausse de la volatilité.

La reprise sera probablement lente en raison des effets de long terme de la crise, qui a contribué à augmenter les niveaux d'endettement des secteurs public et privé. Le scénario central du Groupe prévoit un rebond de l'économie mondiale de 5,6% en 2021, après une contraction de 3% en 2020. La vigueur de la reprise devrait varier considérablement d'un pays à l'autre, le redémarrage devant être plus rapide aux États-Unis en raison du soutien des politiques macro-économiques, et plus lent dans les pays à faible vaccination ou dans ceux ayant une spécialisation axée sur des secteurs exposés aux restrictions sanitaires. La zone euro devrait réduire son soutien budgétaire, tout en restant accommodante, et la BCE ne réduira que très progressivement les mesures de soutien contre la pandémie.

La coopération internationale restera un élément clé de la phase de sortie de crise. La crise sanitaire, si elle se prolongeait, pourrait exacerber les divergences déjà existantes entre les États sur les politiques commerciales, technologiques, et le niveau de priorité accordé à la lutte contre le changement climatique. Les banques multilatérales de développement se sont engagées à des financements d'urgence, le FMI a assoupli les règles qui régissent ses financements et plusieurs créanciers bilatéraux se sont accordés afin de geler les échéances de dette des pays les plus en difficulté. Par ailleurs, la nouvelle allocation de Droits de tirage spéciaux (DTS) permet aux pays faisant face à des difficultés de balance de paiement de bénéficier d'un apport de liquidités en fin d'année. De leur côté, les instances communautaires ont apporté une contribution sans précédent avec la mise en place par la BCE du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP) et celle de l'accord européen Next Generation EU (NGEU) pour des montants respectifs de 1850 milliards d'euros (montant initial du PEPP augmenté des deux révisions successives en 2020) et de plus de 800 milliards d'euros (NGEU). Ces programmes visent à accompagner la relance des Etats membres au-delà des capacités nationales assez hétérogènes en stimulant les investissements en lien avec les deux grandes priorités européennes que sont les transitions énergétiques et numériques.

En matière d'évolutions réglementaires, les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'adoption de mesures d'assouplissement dans l'objectif d'adapter le cadre réglementaire au contexte de crise économique et de permettre aux banques d'accompagner pleinement les initiatives de soutien aux économies dans lesquelles elles opèrent.

En Europe, les Etats membres de la zone euro ont notamment mis en place des enveloppes d'aides visant à soutenir le financement des entreprises afin d'atténuer les impacts de la baisse d'activité sur leur équilibre financier. Ces mesures de soutien se sont, entre autres, traduites en France par la mise en place des Prêts Garantis par l'Etat (140 milliards d'euros de crédits octroyés à début septembre 2021) et des Prêts Participatifs Relance.

Les adaptations réglementaires ont porté aussi bien sur le capital et la liquidité que sur la couverture anticipée des risques de crédit et ont consisté en :

- un relâchement des contraintes liées à la constitution de coussins de fonds propres contracyclique avec la possibilité de les entamer sous réserve d'application de mesures correctives automatiques prévues dans la réglementation prudentielle (mécanisme du montant maximum distribuable (MDA) et présentation d'un plan de conservation des fonds propres) ;
- une tolérance temporaire sur le non-respect de ratios minimum de liquidité ;

- une plus grande flexibilité dans l'application des critères de déclassement des moratoires mis en place et une recommandation d'encadrer les impacts procycliques de l'application de la norme IFRS9 ;
- plus spécifiquement en France, un assouplissement des critères d'octroi de crédits immobiliers bénéficiant notamment aux primo-accédants.

La Commission européenne, la banque centrale européenne en sa qualité de superviseur prudentiel (BCE), l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) et le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) ont ainsi utilisé toute la flexibilité offerte par la réglementation prudentielle existante afin d'agir sur la liquidité et la solvabilité des banques, et garantir leur capacité à financer la continuité des activités économiques ainsi que la relance de l'économie. La BCE a également consenti à réduire le volume des missions sur place et à rallonger les délais de remédiation.

Concernant les distributions de dividendes, la BCE a décidé de ne pas prolonger au-delà du 30 septembre 2021 sa recommandation consistant à limiter leurs montants pour l'ensemble des banques placées sous sa supervision directe. A compter de cette date, les politiques de distribution de dividendes feront l'objet d'un examen par la BCE au cas par cas, selon les modalités en vigueur avant la pandémie.

Au-delà des adaptations liées à la gestion de la crise sanitaire et économique qui ont marqué la période, certains volets sont en cours d'approfondissement en 2021 :

- la transposition des accords de Bâle III (proposition législative CRR3) entérinée par le Comité de Bâle (BCBS), avec une attention particulière aux spécificités du secteur bancaire européen et aux impacts de la crise actuelle sur les banques ;
- la poursuite d'initiatives en matière de finance durable dans la continuité des règlements adoptés en 2020 dans les domaines de la taxonomie des activités durables, la publication d'informations relatives aux investissements durables et l'intégration des risques de durabilité dans les décisions d'investissements et la stratégie des banques ;
- la transition numérique avec notamment des réflexions relatives aux crypto-actifs et à l'établissement d'une « monnaie digitale banque centrale » (MDBC), les initiatives relatives à l'European Payment Initiative (EPI), au « cloud européen » (Gaia-X), et aux sujets de résilience opérationnelle (cybersécurité et prestations externalisées) ;
- des avancées concrètes vers une véritable Union des Marchés de Capitaux (UMC) suivant le plan d'action européen publié en 2020 ;
- la poursuite des travaux liés au Brexit avec notamment la question des équivalences, des potentielles divergences réglementaires, et des conditions de concurrence adéquates.

2. RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE

2.1 Communiqué de presse du 27 octobre 2021

Société Générale et ALD indiquent avoir des discussions avec Lease Plan et ses actionnaires concernant un éventuel rapprochement d'ALD et Lease Plan visant à créer un leader du secteur de la mobilité. A ce stade, il n'y a aucune certitude quant au fait que les discussions en cours puissent aboutir à un accord ou une transaction⁽¹⁾. Une communication ultérieure sera faite le moment opportun conformément à la législation en vigueur.

(1) Cette éventuelle transaction serait soumise à différentes conditions suspensives, incluant l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires et l'obtention d'une dérogation à l'obligation de déposer une offre publique sur les titres ALD (l'opération, le cas échéant, ne donnerait par conséquent pas lieu à une offre publique sur ALD)

2.2 Communiqué de presse du 4 novembre 2021 : résultats du 3ème trimestre et 9 mois 2021

Actualisation des pages 30 à 46 du document d'enregistrement universel 2021

Paris, le 4 novembre 2021

AU T3-21 : EXCELLENT TRIMESTRE, RÉSULTAT NET PART DU GROUPE SOUS-JACENT À 1,4 MD EUR⁽¹⁾ (1,6 MD EUR EN PUBLIÉ)

Revenus en hausse de +14,9% / T3-20 (+15,0%*) portés par la croissance de l'ensemble des métiers notamment une dynamique très soutenue des Services Financiers et des activités de Financement et Conseil, une très bonne tenue des Activités de marché, et une progression continue des activités de banque de détail

Résultat brut d'exploitation sous-jacent : 2,4 milliards d'euros⁽¹⁾ en hausse de 32,8%⁽¹⁾ / T3-20, avec un effet de ciseaux positif

Coût du risque toujours bas : 15 points de base au T3-21, sans reprise significative de provision

Rentabilité (ROTE) : 10,9%⁽¹⁾ en sous-jacent et 12,7% en publié au T3-21

SUR 9M-21 : RÉSULTAT NET PART DU GROUPE SOUS-JACENT À 4,0 MDS EUR⁽¹⁾ (X5 / 9M-20)

Résultat brut d'exploitation sous-jacent : 6,6 milliards d'euros⁽¹⁾, +61% / 9M-20, tiré par la croissance des revenus combinée au maintien d'une bonne discipline sur les coûts

Coût du risque : 16 points de base

Rentabilité (ROTE) : 10,4%⁽¹⁾ en sous-jacent et 10,0% en publié sur 9M-21

POSITION DE CAPITAL SOLIDE

Ratio de CET 1 solide : 13,4%⁽²⁾ à fin septembre 2021, après provision pour distribution et incluant l'impact du programme de rachat d'actions, soit environ 440 points de base au-dessus l'exigence réglementaire

Génération organique de capital : 61 points de base sur les 9 premiers mois de l'année 2021

Retour aux actionnaires attractif

- **Lancement du programme de rachat d'actions**, d'un montant d'environ 470 M EUR, prévu le 4 novembre avec une finalisation attendue fin 2021
- **Provision pour distribution par action de 2,03 euros sur 9M-21** (finançant le dividende et le rachat d'actions) cohérente avec un taux de distribution de 50% du résultat net part du Groupe sous-jacent⁽³⁾

BONNE EXÉCUTION DE NOS PROJETS STRATÉGIQUES

⁽¹⁾ Données sous-jacentes (Cf note méthodologique 5 pour le passage des données comptables aux données sous-jacentes)

⁽²⁾ Ratio phasé ; ratio non-phasé à 13,2%

⁽³⁾ Après déduction des intérêts sur les TSS et TSDI

Le renvoi * dans ce document correspond à des données à périmètre et taux de change constants

Présentation détaillée de la nouvelle Banque de détail en France (un projet de fusion totale progressant conformément au calendrier fixé)

Mise en œuvre très satisfaisante de la stratégie dans la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs

Développement de nos actifs différenciants (Boursorama, ALD, KB)

Frédéric Oudéa, Directeur Général du Groupe, a commenté :

« Le groupe Société Générale réalise un excellent trimestre avec des performances commerciales et financières élevées dans tous les métiers et une amélioration du coefficient d'exploitation. Le groupe continue par ailleurs à bénéficier de la qualité de son portefeuille de crédits avec un coût du risque bas associé à une politique de provisionnement qui reste très prudente. Grâce à l'engagement sans faille des équipes, les différents projets stratégiques annoncés, notamment la création d'une nouvelle banque de détail en France issue de la fusion des réseaux Société Générale et Crédit du Nord, se déroulent tous en ligne avec les objectifs fixés. Le groupe prépare d'ores et déjà sa nouvelle étape stratégique 2022-2025 en s'appuyant sur ses métiers forts, innovants et en croissance et sur son leadership reconnu en matière de responsabilité sociale et environnementale. »

1. RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

En M EUR	T3-21	T3-20	Variation		9M-21	9M-20	Variation	
Produit net bancaire	6 672	5 809	+14,9%	+15,0%*	19 178	16 275	+17,8%	+20,0%*
Frais de gestion	(4 170)	(3 825)	+9,0%	+9,0%*	(13 025)	(12 363)	+5,4%	+6,6%*
<i>Frais de gestion sous-jacent(1)</i>	<i>(4 272)</i>	<i>(4 002)</i>	+6,8%	+6,7%*	<i>(12 594)</i>	<i>(12 186)</i>	+3,3%	+4,6%*
Résultat brut d'exploitation	2 502	1 984	+26,1%	+26,7%*	6 153	3 912	+57,3%	+63,4%*
<i>Résultat brut d'exploitation sous-jacent(1)</i>	<i>2 400</i>	<i>1 807</i>	+32,8%	+33,5%*	<i>6 584</i>	<i>4 089</i>	+61,0%	+67,0%*
Coût net du risque	(196)	(518)	-62,2%	-62,4%*	(614)	(2 617)	-76,5%	-76,0%*
Résultat d'exploitation	2 306	1 466	+57,3%	+58,7%*	5 539	1 295	x 4,3	x 4,6*
<i>Résultat d'exploitation sous-jacent(1)</i>	<i>2 204</i>	<i>1 289</i>	+70,9%	+72,7%*	<i>5 970</i>	<i>1 472</i>	x 4,1	x 4,3*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	175	(2)	n/s	n/s	186	82	x 2,3	x 2,3*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s	0	(684)	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(699)	(467)	+49,7%	+50,9%*	(1 386)	(1 079)	+28,4%	+31,4%*
Résultat net	1 781	992	+79,5%	+80,9%*	4 343	(386)	n/s	n/s
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(180)	(130)	+38,5%	+38,7%*	(489)	(342)	+43,0%	+43,5%*
Résultat net part du Groupe	1 601	862	+85,7%	+87,3%*	3 854	(728)	n/s	n/s
<i>Résultat net part du Groupe sous-jacent(1)</i>	<i>1 391</i>	<i>742</i>	+87,4%	+89,3%*	<i>4 038</i>	<i>803</i>	x 5,0	x 5,5*
ROE	11,1%	5,7%			8,7%	-3,0%		
ROTE	12,7%	6,5%			10,0%	-1,4%		
<i>ROTE sous-jacent(1)</i>	<i>10,9%</i>	<i>5,5%</i>			<i>10,4%</i>	<i>1,0%</i>		

(1) Ajusté des éléments exceptionnels et de la linéarisation d'IFRIC 21

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 3 novembre 2021, sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi, a examiné les résultats du troisième trimestre et des 9 mois 2021 du Groupe Société Générale.

Les différents retraitements permettant le passage des données sous-jacentes aux données publiées sont présentés dans les notes méthodologiques (§10.5).

Produit net bancaire

Le produit net bancaire progresse de +14,9% (+15,0%*) / T3-20 porté par une très bonne dynamique de l'ensemble des métiers et le début de la comptabilisation de la seconde bonification du TLTRO pour environ 0,1 milliard d'euros.

Les activités de la Banque de détail en France poursuivent leur croissance initiée depuis plusieurs trimestres ; le produit net bancaire hors provision PEL/CEL progresse ainsi de +5,7% / T3-20 porté par le redressement de la marge nette d'intérêt et des commissions.

Les revenus de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux sont en forte croissance de +12,8%* / T3-20, portés par l'excellente dynamique des Services financiers aux entreprises (+39,9%* / T3-20) et de l'Assurance (+10,2%* / T3-20). La Banque de détail à l'International poursuit également la croissance de son activité à +4,0%* / T3-20.

La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs affiche également une très bonne performance avec des revenus en hausse de +16,1% / T3-20. Les Activités de Financements et Conseil enregistrent une croissance très soutenue de +30,7% / T3-20 et les Activités de Marché restent solides à +8,4% / T3-20.

Sur les 9 mois, le Groupe affiche une progression soutenue de +17,8% (+20,0%*) / 9M-20 avec une contribution positive de l'ensemble des métiers et retrouve un niveau de revenus supérieur à celui du 9M-19 (18,5 milliards d'euros).

Frais de gestion

Au T3-21, les frais de gestion ressortent à 4 170 millions d'euros en publié et 4 272 millions d'euros en sous-jacent (retraité de la linéarisation de l'IFRIC 21 et des charges de transformation pour 97 millions d'euros), soit une hausse de +6,8% par rapport au T3-20.

Portés par un effet de ciseaux positif, le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'accroît de +32,8% à 2 400 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent s'améliore de près de 5 points (64% vs. 69% au T3-20).

Sur les 9 mois, les coûts s'établissent à 13 025 millions d'euros en publié et 12 594 millions d'euros en sous-jacent, en hausse de +3,3% / 9M-20. Cette croissance limitée s'explique par l'augmentation des coûts variables liée à la croissance des revenus (+595 millions d'euros) et la hausse de la charge d'IFRIC 21 (+67 millions d'euros). Les autres frais de gestion affichent, quant à eux, une baisse de 207 millions d'euros, hors effet périmètre.

Coût du risque

Sur le T3-21, le coût du risque commercial s'établit à un niveau bas de 15 points de base, soit 196 millions d'euros, en baisse par rapport à T3-20 (40 points de base) et en légère hausse par rapport au T2-21 (11 points de base). Il se décompose en une provision sur encours douteux de 266 millions d'euros et une reprise de provision sur encours sains de 70 millions d'euros.

Le Groupe dispose aujourd'hui d'un stock de provision sur encours sains de 3 486 millions d'euros.

Dans le cadre de l'accompagnement de ses clients pendant la crise, le Groupe a accordé des prêts garantis d'état. Au 30 septembre 2021, le montant résiduel des prêts garantis d'Etat représente environ 17 milliards d'euros. En France, le montant total des prêts garantis par l'Etat (« PGE ») s'élève à environ 15 milliards d'euros et l'exposition nette est inférieure à 2 milliards d'euros.

Le taux brut d'encours douteux s'élève à 3,1%⁽¹⁾ au 30 septembre 2021, stable par rapport à fin juin 2021. Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe reste également stable à 52%⁽²⁾ au 30 septembre 2021 par rapport au 30 juin 2021.

Sur l'année 2021, le coût du risque ne devrait pas excéder 20 points de base.

Résultat net part du Groupe

<i>En MEUR</i>	T3-21	T3-20	9M-21	9M-20
Résultat net part du Groupe comptable	1 601	862	3 854	(728)
Résultat net part du Groupe sous-jacent ⁽³⁾	1 391	742	4 038	803

<i>En %</i>	T3-21	T3-20	9M-21	9M-20
ROTE	12,7%	6,5%	10,0%	-1,4%
ROTE sous-jacent ⁽³⁾	10,9%	5,5%	10,4%	1,0%

Le bénéfice net par action s'établit à 4,02 euros au 9M-21 (-1,38 euros au 9M-20). Le bénéfice net par action sous-jacent ressort à 4,06 euros sur la même période (0,42 euro au 9M-20).

⁽¹⁾ Ratio de NPL calculé selon la méthodologie de l'EBA publiée le 16 juillet 2019

⁽²⁾ Ratio entre le montant des provisions sur les encours douteux et le montant de ces mêmes encours

⁽³⁾ Données sous-jacentes (Cf note méthodologique 5 pour le passage des données comptables aux données sous-jacentes)

2. STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE

Au 30 septembre 2021, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 63,6 milliards d'euros (61,7 milliards d'euros au 31 décembre 2020), l'actif net par action est de 65,5 euros et l'actif net tangible par action est de 57,8 euros.

Le total du bilan consolidé s'établit à 1 526 milliards d'euros au 30 septembre 2021 (1 462 milliards d'euros au 31 décembre 2020). Le montant net des encours de crédits à la clientèle, y compris la location financement, au 30 septembre 2021 est de 468 milliards d'euros (440 milliards d'euros au 31 décembre 2020) – hors valeurs et titres reçus en pension. Parallèlement les dépôts de la clientèle atteignent 487 milliards d'euros, contre 451 milliards d'euros au 31 décembre 2020 (hors valeurs et titres donnés en pension).

Au 20 octobre 2021, la maison mère a émis 31,5 milliards d'euros de dette à moyen et long terme, avec une maturité moyenne de 5,4 ans et un spread moyen de 38 points de base (par rapport au mid-swap 6 mois, hors dette subordonnée). Les filiales ont émis 1,4 milliard d'euros. Au total, le Groupe a émis 32,9 milliards d'euros de dette à moyen et long terme. Ainsi, la maison mère a achevé son programme annuel de financement 2021 sur la dette vanille aussi bien que sur les émissions structurées.

Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'inscrit bien au-dessus des exigences réglementaires à 130% à fin septembre 2021, contre 149% à fin décembre 2020. Parallèlement, le NSFR (Net Stable Funding Ratio) est à un niveau de 105% à fin septembre 2021, au-dessus de l'exigence réglementaire de 100%.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe (RWA), incluant le phasage IFRS9, s'élèvent à 363,5 milliards d'euros au 30 septembre 2021 (contre 351,9 milliards d'euros à fin décembre 2020) selon les règles CRR2/CRD5. Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 82,5% du total, à 300,0 milliards d'euros, en hausse de 4,4% par rapport au 31 décembre 2020.

Au 30 septembre 2021, le ratio **Common Equity Tier 1** du Groupe s'établit à 13,4%, soit environ 440 points de base au-dessus de l'exigence réglementaire. Le ratio CET1 au 30 septembre 2021 inclut un effet de +19 points de base au titre du phasage de l'impact IFRS 9. Hors cet effet, le ratio non phasé s'élève à 13,2%. Le ratio Tier 1 s'élève à 15,6% à fin septembre 2021 (16% à fin décembre 2020) et le ratio global de solvabilité s'établit à 18,6% (19,2% à fin décembre 2020).

Le **ratio de levier** atteint 4,5% au 30 septembre 2021 (4,8% à fin décembre 2020).

Avec un niveau de 29,9% des RWA et 8,6% de l'exposition levier à fin septembre 2021, le Groupe présente un TLAC supérieur aux exigences du FSB pour 2021 et 2022. Au 30 septembre 2021, le Groupe est aussi au-dessus de ses exigences MREL 2022 qui sont de 25,2% des RWA et 5,91% de l'exposition levier.

Le Groupe est noté par quatre agences de notation : (i) FitchRatings - notation long terme « A- », rating stable, notation dette senior préférée « A », notation court-terme « F1 » (ii) Moody's - notation long terme (dette senior préférée) « A1 », perspectives stables, notation court-terme « P-1 » (iii) R&I - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives stables ; et (iv) S&P Global Ratings - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives stables, notation court-terme « A-1 ».

3. BANQUE DE DÉTAIL EN FRANCE

En MEUR	T3-21	T3-20	Variation	9M-21	9M-20	Variation
Produit net bancaire	1 976	1 836	+7,6%	5 729	5 470	+4,7%
<i>Produit net bancaire hors PEL/CEL</i>	<i>1 963</i>	<i>1 857</i>	<i>+5,7%</i>	<i>5 711</i>	<i>5 511</i>	<i>+3,6%</i>
Frais de gestion	(1 351)	(1 292)	+4,6%	(4 101)	(3 975)	+3,2%
Résultat brut d'exploitation	625	544	+14,9%	1 628	1 495	+8,9%
<i>Résultat brut d'exploitation hors PEL/CEL</i>	<i>612</i>	<i>565</i>	<i>+8,3%</i>	<i>1 610</i>	<i>1 536</i>	<i>+4,8%</i>
Coût net du risque	5	(130)	-103,8%	(124)	(821)	-84,9%
Résultat d'exploitation	630	414	+52,2%	1 504	674	x 2,2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	3	-166,7%	2	139	-98,6%
Résultat net part du Groupe	451	283	+59,4%	1 092	562	+94,3%
<i>Résultat net part du Groupe sous-jacent (1)</i>	<i>414</i>	<i>274</i>	<i>+50,9%</i>	<i>1 107</i>	<i>613</i>	<i>+80,6%</i>
RONE	16,4%	9,5%		13,0%	6,5%	
RONE s/jacent(1)	15,0%	9,2%		13,2%	7,1%	

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21, de la provision PEL/CEL

Les réseaux Société Générale et Crédit du Nord :

Les encours moyens de crédits sont en recul de -2% par rapport au T3-20 à 207 milliards d'euros, ils sont en hausse de +9% par rapport au T3-19. Les encours moyens de crédits aux particuliers sont en hausse de +1% soutenus par une croissance de la production des prêts immobiliers de +58% /T3-20. La croissance de la production des crédits moyen long terme aux entreprises et professionnels s'établit en hausse de +48% hors PGE /T3-20.

Les encours moyens de dépôts au bilan⁽²⁾ sont en hausse de +7% par rapport au T3-20 à 240 milliards d'euros, toujours portés par les dépôts à vue dont le rythme de croissance décélère néanmoins.

Le ratio crédits sur dépôts moyens ressort ainsi à 87% au T3-21 vs. 95% au T3-20.

Les actifs sous gestion de l'assurance ont atteint 91 milliards d'euros à fin septembre 2021. La collecte brute de l'assurance-vie s'élève à 1,9 milliards d'euros au T3-21 dont 36% en unités de compte.

Les actifs sous gestion de la banque privée ont atteint 76 milliards d'euros à fin septembre 2021. La collecte nette demeure soutenue à 1,1 milliards d'euros sur le T3-21.

Les primes d'assurance dommages sont en hausse de +3% /T3-20 tout comme celles de la prévoyance (+3% /T3-20).

Boursorama :

La banque consolide sa position de leader de la banque en ligne en France, atteignant plus de 3,1 millions de clients à fin septembre 2021, grâce à une conquête de 163 000 nouveaux clients au T3-21 (+26% /T3-20). Boursorama a franchi le cap de 3 millions de client en avance sur son plan de conquête.

Ce trimestre, Boursorama s'est distinguée en obtenant le Trophée 2022 de la meilleure banque en ligne en France décerné par Moneyvox. Boursorama obtient également la première place dans le classement de la meilleure banque pour étudiants en France 2021 décerné par Selectra. La banque a également été primée pour son PER (« MATLA ») par Challenges mais également par Le Particulier (Victoire d'or). Aussi la banque a obtenu le label excellence 2022 du prêt personnel décerné par les Dossiers de l'Epargne.

Les encours moyens de crédits progressent de +28% par rapport au T3-20 à 13 milliards d'euros. Les encours de prêts immobiliers sont en hausse de +30% / T3-20.

Les encours moyens d'épargne incluant les dépôts et l'épargne financière sont en hausse de +30% par rapport au T3-20 à 35 milliards d'euros, les encours de dépôts étant en hausse de +29% /T3-20. Les encours d'assurance vie sont en hausse de +14% /T3-20 alors que les encours d'OPCVM ont augmenté de +35% /T3-20.

⁽²⁾ y compris BMTN

Produit net bancaire hors PEL/CEL

Sur le trimestre, les revenus hors PEL/CEL ressortent à 1 963 millions d'euros en hausse de +5,7% /T3-20. La marge nette d'intérêt hors PEL/CEL est en hausse de +5,9% par rapport au T3-20. Les commissions sont en hausse de +5,2% par rapport au T3-20, à la faveur notamment d'une hausse des commissions financières dans le contexte de reprise.

Sur les neuf mois, les revenus hors PEL/CEL ressortent à 5 711 millions d'euros en hausse de +3,6% /9M-20. La marge nette d'intérêt hors PEL/CEL est stable (+0,5%) par rapport aux neuf premiers mois 2020. Les commissions sont en progression de +5,1% par rapport aux 9M-20 bénéficiant de la progression soutenue des commissions financières.

Frais de gestion

Sur le trimestre, les frais de gestion s'établissent à 1 351 millions d'euros (+4,6% par rapport au T3-20) et 1 390 millions d'euros en sous-jacent. Le coefficient d'exploitation (retraité de la provision PEL/CEL) s'établit à 68,8% en amélioration de 0,8 point /T3-20.

Sur les neuf mois, les frais de gestion ressortent à 4 101 millions d'euros (+3,2% par rapport au 9M-20) et à 4 062 millions d'euros en sous-jacent. Le coefficient d'exploitation (retraité de la provision PEL/CEL) s'établit à 71,8% en amélioration de 0,3 point /9M-20.

Coût du risque

Sur le trimestre, le coût du risque commercial est en reprise de 5 millions d'euros soit -1 point de base, en forte amélioration par rapport au T3-20 (24 points de base), et quasi-stable comparé au T2-21 (1 point de base).

Sur les neuf mois, le coût du risque commercial s'établit à 124 millions d'euros soit 8 points de base, en fort recul par rapport au 9M-20 (52 points de base).

Résultat net part du Groupe

Sur le trimestre, le résultat net part du Groupe s'établit à 451 millions d'euros versus 283 millions d'euros au T3-20 (+59% /T3-20). La rentabilité (après linéarisation de la charge d'IFRIC 21 et retraitée de la provision PEL/CEL) ressort à un niveau de 15,0% sur T3-21 (9,2% au T3-20) et 16,1% en excluant Boursorama.

Sur les neuf mois, le résultat net part du Groupe s'établit à 1 092 millions d'euros (+94% /9M-20). La rentabilité (après linéarisation de la charge d'IFRIC 21 et retraitée de la provision PEL/CEL) ressort à 13,2% sur les 9M-21 (7,1% aux 9M-20) et 14,2% en excluant Boursorama.

4. BANQUE DE DÉTAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

En MEUR	T3-21	T3-20	Variation		9M-21	9M-20	Variation	
Produit net bancaire	2 107	1 891	+11,4%	+12,8%*	5 958	5 605	+6,3%	+9,8%*
Frais de gestion	(1 015)	(999)	+1,6%	+2,3%*	(3 115)	(3 124)	-0,3%	+2,6%*
Résultat brut d'exploitation	1 092	892	+22,4%	+24,7%*	2 843	2 481	+14,6%	+19,0%*
Coût net du risque	(145)	(331)	-56,2%	-56,7%*	(408)	(978)	-58,3%	-57,0%*
Résultat d'exploitation	947	561	+68,8%	+75,0%*	2 435	1 503	+62,0%	+69,0%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	(2)	n/s	n/s	10	9	+11,1%	+11,1%*
Résultat net part du Groupe	584	337	+73,3%	+80,0%*	1 498	928	+61,4%	+69,4%*
Résultat net part du Groupe sous-jacent (1)	570	323	+76,5%	+83,7%*	1 512	942	+60,5%	+68,3%*
RONE	22,6%	12,9%			19,7%	11,6%		
RONE s/jacent(1)	22,1%	12,3%			19,9%	11,8%		

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21

Dans la Banque de détail à l'International, la production de crédits et de dépôts enregistre une progression sur l'ensemble des géographies. Les encours de crédits s'établissent à 90,9 milliards d'euros ; ils progressent de +4,3%* par rapport à fin septembre 2020. Les encours de dépôts sont en hausse de +9,6%* par rapport à septembre 2020 à 90,1 milliards d'euros.

Sur le périmètre Europe, les encours de crédits sont en hausse de +5,1%* par rapport à septembre 2020 à 58,1 milliards d'euros, tirés par toutes les régions : +4,4%* en République Tchèque, +7,5%* en Roumanie, et +5,2%* en Europe de l'Ouest. Les encours des dépôts sont en hausse de +12,1%*.

En Russie, les encours de crédits enregistrent une bonne progression de +8,0%* avec une performance solide sur les crédits immobiliers pour les particuliers et sur le segment des entreprises avec des encours de crédits respectivement en hausse de +15%* et +7%* par rapport au T3-20. Les encours de dépôts progressent également de +3,6%*.

En Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer, les encours de crédits progressent de +0,9%*. Les encours de dépôts, en hausse de +7,2%*, affichent une bonne dynamique.

Dans l'activité Assurances, l'activité d'assurance vie-épargne bénéficie d'une augmentation des encours à fin septembre 2021 de +8%* par rapport à septembre 2020 pour atteindre 132 milliards d'euros avec une part d'unités de compte de 35%, en hausse de +5 points par rapport à septembre 2020.

Les Services Financiers aux Entreprises affichent également une bonne dynamique. Le métier de location longue durée et de gestion de flottes de véhicules présente un parc de 1,7 million de contrats, dont 1,4 million de véhicules financés en croissance de 0,6% par rapport à fin septembre 2020. Les activités de Financement de biens d'équipement professionnels enregistrent une production en hausse de +11%* par rapport au T3-20 (+12%* sur 9 mois 2021) et des encours stables par rapport à fin septembre 2020, à 14,3 milliards d'euros (hors affectage).

Produit net bancaire

Au T3-21, le produit net bancaire s'élève à 2 107 millions d'euros, en hausse de +12,8%* par rapport au T3-20. Sur 9 mois, les revenus s'élèvent à 5 958 millions d'euros, en hausse de +9,8%* par rapport au 9M-20.

Dans la Banque de détail à l'International, le produit net bancaire s'élève à 1 271 millions d'euros sur le trimestre, en hausse de +4,0%* par rapport au T3-20. Grâce à un bon dynamisme commercial et des commissions en croissance (+17%* par rapport au T3-20), les revenus en Europe sont en hausse de +6,2%* par rapport au T3-20). L'activité sur le segment des particuliers reste particulièrement solide dans le crédit à la consommation spécialisé avec des revenus en hausse de +14%* par rapport au T3-20. Sur l'ensemble SG Russie⁽¹⁾, les revenus sont en baisse de -4,8%* (-1,4%* par rapport au 9M-20) malgré une bonne dynamique sur le segment des entreprises et du crédit immobilier pour les particuliers. Le périmètre Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer affiche des revenus en hausse de +4,4%* par rapport au T3-20. Sur les 9 mois, le produit net bancaire de la Banque de détail à l'International s'élève à 3 689 millions d'euros, en hausse de +2,6%* par rapport au 9M-20.

L'activité Assurances affiche une hausse du produit net bancaire de +10,2%* par rapport au T3-20, à 246 millions d'euros au T3-21. Sur le trimestre, les primes brutes de l'activité d'assurance vie-épargne sont en hausse de +59%* par rapport au T3-20, avec une part attractive d'unité de compte à hauteur de 43%. L'activité Protection affiche une hausse de +7%* par rapport au T3-20. Les primes dommages sont

⁽¹⁾ SG Russie regroupe les entités Rosbank, Rosbank Insurance, ALD Automotive et leurs filiales consolidées

en hausse de +10%* (dont +8%* en France et +17%* à l'International), tout comme l'activité de prévoyance (+5%* par rapport au T3-20). Sur les 9 mois, le produit net bancaire des activités Assurances s'inscrit en hausse de +8,8%* à 720 millions d'euros par rapport au 9M-20.

Dans les **Services Financiers aux Entreprises**, le produit net bancaire est en forte hausse de +39,9%*, par rapport au T3-20, à 590 millions d'euros. Cette performance est tirée notamment par les activités d'ALD qui enregistre une croissance des marges de location (+12%⁽¹⁾ par rapport au T3-20) et du résultat de revente de véhicules (1 126 euros par unité sur les 9 mois). Sur les 9 mois, le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises ressort à 1 549 millions d'euros, en hausse de +32,6%* par rapport au 9M-20.

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 1 015 millions d'euros, en hausse +2,3%* en publié et +2,3%* également en sous-jacent par rapport au T3-20, accompagnant la croissance des revenus. Le trimestre extériorise en conséquence un effet de ciseaux positif. Le coefficient d'exploitation s'établit à 48,2% au T3-21. Sur les 9 mois, les frais de gestion atteignent 3 115 millions d'euros, en hausse de +2,6%* par rapport au 9M-20.

Dans la Banque de détail à l'International, les frais généraux affichent une hausse de +3,4%* par rapport au T3-20. Sur les 9 mois, les frais de gestion sont en légère hausse de +2,0%* par rapport au 9M-20.

Dans l'activité **Assurances**, les frais de gestion accompagnent les ambitions de développement et sont en hausse de +4,5%* par rapport au T3-20 et de +4,3%* par rapport au 9M-20. Dans les **Services Financiers aux Entreprises**, les frais de gestion progressent de +2,0%* par rapport au T3-20 et de +4,1%* par rapport au 9M-20.

Coût du risque

Sur le trimestre, le coût du risque commercial est de 43 points de base (soit 145 millions d'euros), par rapport à 37 points de base au T2-21 et 102 points de base au T3-20.

Sur les 9 mois, le coût du risque est de 41 points de base (408 millions d'euros) ; il était de 98 points de base au 9M-20.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du groupe ressort à 584 millions d'euros au T3-21 (+80,0%* par rapport au T3-20) et 1 498 millions d'euros sur 9 mois (+69,4%* par rapport au 9M-20). La rentabilité sous-jacente ressort à un niveau de 22,1% au T3-21 (versus 12,3% au T3-20) et de 19,9% sur 9M-21 (11,8% sur 9M-20) respectivement.

⁽¹⁾ Basé sur les données locales ALD

5. BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

En MEUR	T3-21	T3-20	Variation		9M-21	9M-20	Variation	
Produit net bancaire	2 361	2 034	+16,1%	+15,4%*	7 210	5 541	+30,1%	+32,5%*
Frais de gestion	(1 608)	(1 478)	+8,8%	+8,2%*	(5 307)	(5 025)	+5,6%	+6,9%*
Résultat brut d'exploitation	753	556	+35,4%	+34,5%*	1 903	516	x 3,7	x 4,0*
Coût net du risque	(57)	(57)	-	-	(83)	(818)	-89,9%	-89,5%*
Résultat d'exploitation	696	499	+39,5%	+38,4%*	1 820	(302)	n/s	n/s
Résultat net part du Groupe	563	381	+47,8%	+46,6%*	1 441	(223)	n/s	n/s
<i>Résultat net part du Groupe sous-jacent (1)</i>	467	295	+58,0%	+56,4%*	1 537	(137)	n/s	n/s
RONE	14,7%	10,3%			13,1%	-2,1%		
RONE s/jacent(1)	12,2%	7,9%			14,0%	-1,3%		

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21

Produit net bancaire

Sur le trimestre, la **Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs** affiche une bonne dynamique sur ses métiers avec des revenus à 2 361 millions d'euros, en forte hausse de +16,1% /T3-20.

Sur les neuf premiers mois de l'année, les revenus progressent de +30,1% /9M-20 (7 210 millions d'euros versus 5 541 millions d'euros), et s'établissent au-dessus des revenus 9M-19 (6 518 millions d'euros).

Dans les Activités de Marché et Services aux Investisseurs, le produit net bancaire s'établit à 1 349 millions d'euros, +8,4% / T3-20. Sur le 9M-21, il s'élève à 4 388 millions d'euros, +46,1% /9M-20.

Le marché Actions a été actif, porté avec une activité commerciale restée soutenue tout au cours du trimestre. Le métier affiche des revenus à 814 millions d'euros, en hausse de +53% par rapport au T3-20, avec une bonne performance de toutes les activités. Les volumes ont été notamment élevés sur les produits *investment solutions* (produits structurés et produits listés) et sur les produits *prime services*. Sur le 9M-21, les revenus s'établissent à 2 423 millions d'euros (contre 682 millions d'euros sur le 9M-20).

Les conditions de marché ont été moins favorables pour le modèle de la franchise *Fixed income* : forte compression des *spreads* sur le financement, couplée à une demande client réduite sur les marchés de Taux. L'environnement a également été défavorable en Asie. L'activité commerciale est restée toutefois résiliente sur la franchise *Corporates*. Les métiers Taux, Crédit et Change enregistrent au T3-21 des revenus à 380 millions d'euros en baisse de -33% par rapport à un bon T3-20.

Sur le 9M-21, les revenus sont en baisse de -21% par rapport à un 9M-20 exceptionnellement élevé.

Les revenus du Métier Titres affichent de nouveau une progression, avec des revenus en hausse de +6,9% /T3-20, à 155 millions d'euros. Sur le 9M-21, ils sont en hausse de +10% /9M-20, à 490 millions d'euros.

Les actifs en conservation du Métier Titres atteignent 4 475 milliards d'euros, légèrement en hausse par rapport à fin juin 2021. Sur la même période, les actifs administrés sont en hausse de +2,9%, à 680 milliards d'euros.

Les Activités de Financement et Conseil montrent la meilleure performance historique avec des revenus s'établissant à 757 millions d'euros sur le T3-21, en hausse de +31% par rapport à T3-20. Sur le 9M-21, ils s'inscrivent à 2 110 millions d'euros, en nette hausse de +13% /9M-20 (+15%* à périmètre et change constants).

La banque d'investissement présente un excellent trimestre, porté par le fort dynamisme des activités de conseil, de fusions et acquisitions et de *Leverage Buyout*. Les revenus des activités de Financement d'Actifs, de Ressources Naturelles et Infrastructures et de la plateforme *Asset-Backed Products* montrent également une forte progression.

Le métier *Global Transaction et Payment Services* continue de présenter une croissance élevée, en hausse de +23% par rapport au T3-20.

Dans la Gestion d'Actifs et Banque Privée, le produit net bancaire s'inscrit à 255 millions d'euros au T3-21, +21% / T3-20. Sur 9M-21, il s'inscrit en hausse de +6%.

La Banque Privée affiche une forte progression de ses revenus de +20% /T3-20 (à 184 millions d'euros). Le métier bénéficie d'un environnement de marché favorable et d'une forte activité commerciale. La collecte nette s'élève à +2,2 milliards d'euros sur le trimestre.

Sur le 9M-21, le produit net bancaire s'élève à 528 millions d'euros, en hausse de +2,3% /9M-20 (retraité d'un impact exceptionnel de +29 millions d'euros lié à une indemnité d'assurance reçue en 2020, il est en hausse de +8,4%). La collecte nette est élevée (+6,8 milliards d'euros sur les neuf premiers mois) et positive sur toutes les géographies.

Les actifs sous gestion s'établissent à 127 milliards d'euros. Ils ont progressé de +11% par rapport à fin septembre 2020.

Le produit net bancaire de Lyxor atteint 64 millions d'euros, en hausse de +21% par rapport au T3-20. Les actifs sous gestion sont en hausse de +28% par rapport à fin septembre 2020, à 169 milliards d'euros.

Sur le 9M-21, les revenus sont en hausse de +17% par rapport au 9M-20 et la collecte nette est de +14 milliards d'euros.

Frais de gestion

Sur le trimestre, les frais de gestion ressortent à 1 608 millions d'euros et à 1 733 millions d'euros en sous-jacent. La hausse des coûts sous-jacents de +9,3% /T3-20 s'explique par l'augmentation des coûts variables liée à la croissance des résultats et des charges d'IFRIC 21. Grâce à un effet de ciseaux très positif, le coefficient d'exploitation est en amélioration de 5 points (68% versus 73% au T3-20).

Sur les neuf premiers mois de l'année, les frais de gestion sont en hausse de +5,6% en publié et +5,4% en sous-jacent.

Coût net du risque

Sur le trimestre, le coût du risque commercial ressort à 14 points de base (soit 57 millions d'euros), au même niveau que le T3-20.

Sur les neuf premiers mois de l'année, il s'inscrit à un niveau bas de 7 points de base, très en-deçà de 9M-20 (66 points de base) pénalisé par la crise sanitaire.

Résultat net part du Groupe

Sur le trimestre, le résultat net part du Groupe ressort à 563 millions d'euros en publié (+48% par rapport au T3-20) et à 467 millions d'euros sous-jacent (+58% par rapport au T3-20).

Sur les neuf premiers mois de l'année, il est respectivement à 1 441 millions d'euros et 1 537 millions d'euros.

La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs affiche une forte rentabilité sous-jacente à 12,2% sur le trimestre et 14,0% sur les neuf premiers mois de l'année.

6. HORS PÔLES

En MEUR	T3-21	T3-20	9M-21	9M-20
Produit net bancaire	228	48	281	(341)
Frais de gestion	(196)	(56)	(502)	(239)
<i>Frais de gestion sous-jacents (1)</i>	<i>(110)</i>	<i>(69)</i>	<i>(259)</i>	<i>(226)</i>
Résultat brut d'exploitation	32	(8)	(221)	(580)
<i>Résultat d'exploitation sous-jacent (1)</i>	<i>118</i>	<i>(21)</i>	<i>22</i>	<i>(567)</i>
Coût net du risque	1	-	1	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	(684)
Impôts sur les bénéfices	(166)	(84)	(6)	(534)
Résultat net part du Groupe	3	(139)	(177)	(1 995)
<i>Résultat net part du Groupe sous-jacent (1)</i>	<i>(69)</i>	<i>(137)</i>	<i>(132)</i>	<i>(586)</i>

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe,
- certains coûts relatifs aux projets transversaux ainsi que certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

Le produit net bancaire du Hors Pôles s'élève à 228 millions d'euros au T3-21 contre 48 millions d'euros au T3-20 et à 281 millions d'euros au 9M-21 contre -341 millions d'euros au 9M-20.

Les frais de gestion s'élèvent à 196 millions d'euros au T3-21 contre 56 millions d'euros au T3-20. Ils intègrent les charges de transformation du Groupe pour un montant total de 97 millions d'euros portant sur les activités de Banque de détail en France (46 millions d'euros), de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (23 millions d'euros) et du Hors Pôles (28 millions d'euros). Les coûts sous-jacents ressortent à 110 millions d'euros au T3-21 par rapport à 69 millions d'euros au T3-20.

Sur 9M-21, les frais de gestion s'élèvent à 502 millions d'euros contre 239 millions d'euros sur 9M-20. Ils intègrent les charges de transformation du Groupe pour un montant total de 232 millions d'euros portant sur les activités de Banque de détail en France (106 millions d'euros), de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (66 millions d'euros) et du Hors Pôles (60 millions d'euros). Les coûts sous-jacents ressortent à 259 millions d'euros sur 9M-21 par rapport à 226 millions d'euros sur 9M-20.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 32 millions d'euros au T3-21 contre -8 millions d'euros au T3-20 et à -221 millions d'euros sur 9M-21 contre -580 millions d'euros sur 9M-20. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent ressort à +22 millions d'euros sur 9M-21.

Le résultat net part du Groupe du Hors-Pôles s'élève à 3 millions d'euros au T3-21 contre -139 millions d'euros au T3-20 et à -177 millions d'euros sur 9M-21 contre -1 995 millions d'euros sur 9M-20. Il comprend une plus-value de cession immobilière de 185 millions d'euros, avant prise en compte de la fiscalité (132 millions d'euros en net d'imposition).

7. CONCLUSION

Le Groupe affiche une excellente performance sur les 9 premiers mois de l'année 2021. L'ensemble des métiers bénéficie d'une bonne progression de leurs revenus, par rapport aux 9 premiers mois 2020, et d'une amélioration de leur coefficient d'exploitation grâce à une gestion disciplinée des coûts.

A fin septembre 2021, le Groupe présente un niveau de ratio CET1 de 13,4%⁽¹⁾, confortablement au-dessus de son exigence réglementaire, après prise en compte de la provision pour distribution de 2,03 euros⁽²⁾ (finançant le dividende et le rachat d'actions) et de l'impact en capital du programme de rachat d'actions annoncé d'environ 470 millions d'euros. Autorisé par la BCE en date du 30 septembre 2021, le Groupe entend réaliser ce dernier à compter du 4 novembre et d'ici fin 2021. Pendant cette période, le groupe prévoit la suspension du contrat de liquidité jusqu'à la finalisation du rachat d'actions.

Par ailleurs, le Groupe poursuit l'exécution de sa stratégie avec la réalisation, ce trimestre, d'une nouvelle étape clé. En effet, le Groupe a précisé le 12 octobre le modèle et l'organisation détaillée de sa nouvelle banque de détail en France. Le projet de fusion des réseaux progresse ainsi conformément au calendrier annoncé. Les autres métiers déploient avec succès leur stratégie présentée lors des journées investisseurs dédiées.

⁽¹⁾ Ratio phasé ; ratio non-phasé à 13,2%

⁽²⁾ Basé sur un taux de distribution de 50% du Résultat net part du Groupe sous-jacent après déduction des intérêts sur les TSS et TSDI

8. CALENDRIER FINANCIER 2021

Calendrier de communication financière 2021

10 février 2022	Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2021
05 mai 2022	Résultats du premier trimestre 2022
17 mai 2022	Assemblée générale 2022
03 août 2022	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2022
04 novembre 2022	Résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2022

Les Indicateurs Alternatifs de Performance, notamment les notions de Produit net bancaire des piliers, Frais de gestion, ajustement d'IFRIC 21, coût du risque (commercial) en points de base, ROE, ROTE, RONE, Actif net, Actif net tangible, et les montants servant de base aux différents retraitements effectués (en particulier le passage des données publiées aux données sous-jacentes) sont présentés dans les notes méthodologiques, ainsi que les principes de présentation des ratios prudentiels.

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations plus détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le chapitre « Facteurs de risque » de notre Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (accessible sur <https://investors.societegenerale.com/fr>).

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

9. ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR MÉTIER

En M EUR	T3-21	T3-20	Variation	9M-21	9M-20	Variation
Banque de détail en France	451	283	59,4%	1 092	562	94,3%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	584	337	73,3%	1 498	928	61,4%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	563	381	47,8%	1 441	(223)	n/s
Total Métiers	1 598	1 001	59,6%	4 031	1 267	x 3,2
Hors Pôles	3	(139)	n/s	(177)	(1 995)	91,1%
Groupe	1 601	862	85,7%	3 854	(728)	n/s

BILAN CONSOLIDÉ

	30/09/2021	31/12/2020
Caisse et banques centrales	176 531	168 179
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	436 594	429 458
Instruments dérivés de couverture	14 021	20 667
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	45 780	52 060
Titres au coût amorti	18 687	15 635
Prêts et créances sur les établissements de crédit assimilés, au coût amorti	66 144	53 380
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	475 923	448 761
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	172	378
Placements des activités d'assurance	174 240	166 854
Actifs d'impôts	4 307	5 001
Autres actifs	78 469	67 341
Actifs non courants destinés à être cédés	390	6
Participations dans les entreprises mises en équivalence	95	100
Immobilisations corporelles et incorporelles	31 180	30 088
Ecarts d'acquisition	3 821	4 044
Total	1 526 354	1 461 952
	30/09/2021	31/12/2020
Banques centrales	6 684	1 489
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	386 465	390 247
Instruments dérivés de couverture	9 576	12 461
Dettes représentées par un titre	133 194	138 957
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	148 430	135 571
Dettes envers la clientèle	497 155	456 059
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 250	7 696
Passifs d'impôts	1 683	1 223
Autres passifs	96 568	84 937
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	125	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	152 619	146 126
Provisions	4 491	4 775
Dettes subordonnées	15 826	15 432
Total dettes	1 457 066	1 394 973
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres part du Groupe		
Actions ordinaires et réserves liées	22 364	22 333
Autres instruments de capitaux propres	7 534	9 295
Réserves consolidées	30 866	32 076
Résultat de l'exercice	3 854	(258)
Sous-total	64 618	63 446
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(980)	(1 762)
Sous-total capitaux propres part du Groupe	63 638	61 684
Participations ne donnant pas le contrôle	5 650	5 295
Total capitaux propres	69 288	66 979
Total	1 526 354	1 461 952

10. NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1 - Les éléments financiers présentés au titre du troisième et neuf premiers mois 2021 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 3 novembre 2021 et ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces éléments n'ont pas été audités.

2 - Produit net bancaire

Le produit net bancaire des piliers est défini en page 41 du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale. Les termes « Revenus » ou « Produit net bancaire » sont utilisés indifféremment. Ils donnent une mesure normalisée des produits nets bancaires de chaque pilier tenant compte des capitaux propres normatifs mobilisés pour son activité.

3 - Frais de gestion

Les Frais de gestion correspondent aux « Charges Générales d'exploitation » telles que présentées dans la note 8.1 aux États financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2020 (pages 466 et s. du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale). Le terme « coûts » est également utilisé pour faire référence aux Charges générales d'exploitation.

Le Coefficient d'exploitation est défini en page 41 du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale.

4 - Ajustement IFRIC 21

L'ajustement IFRIC 21 corrige le résultat des charges constatées en comptabilité dans leur intégralité dès leur exigibilité (fait générateur) pour ne reconnaître que la part relative au trimestre en cours, soit un quart du total. Il consiste à lisser la charge ainsi constatée sur l'exercice afin de donner une idée plus économique des coûts réellement imputables à l'activité sur la période analysée.

5 - Éléments exceptionnels - Passage des éléments comptables aux éléments sous-jacents

Le Groupe peut être conduit à présenter des indicateurs sous-jacents afin de faciliter la compréhension de sa performance réelle. Le passage des données publiées aux données sous-jacentes est obtenu en retraçant des données publiées les éléments exceptionnels et l'ajustement IFRIC 21.

Par ailleurs, le Groupe retraite des revenus et résultats du pilier de Banque de détail en France les dotations ou reprises aux provisions PEL/CEL. Cet ajustement permet de mieux identifier les revenus et résultats relatifs à l'activité du pilier, en excluant la part volatile liée aux engagements propres à l'épargne réglementée.

La réconciliation permettant de passer des données comptables publiées aux données sous-jacentes est exposée dans le tableau ci-dessous :

T3-21 (en MEUR)	Frais de gestion	Gains nets sur autres actifs	Pertes de valeur des écarts d'acquisition	Impôts sur les bénéfices	Résultat net part du Groupe	Métiers
Publié	(4 170)	175	0	(699)	1 601	
(+) Linéarisation IFRIC 21	(199)			46	(149)	
(+) Charges de transformation ^(*)	97			(27)	70	Hors Pôle ⁽¹⁾
(+) Plus-value immobilière Haussmann ^(*)		(185)		53	(132)	Hors Pôles
Sous-jacent	(4 272)	(10)	0	(627)	1 391	

T3-20 (en MEUR)	Frais de gestion	Gains nets sur autres actifs	Pertes de valeur des écarts d'acquisition	Impôts sur les bénéfices	Résultat net part du Groupe	Métiers
Publié	(3 825)	(2)	0	(467)	862	
(+) Linéarisation IFRIC 21	(177)			53	(120)	
Sous-jacent	(4 002)	(2)	0	(414)	742	

9M-21 (en MEUR)	Frais de gestion	Gains nets sur autres actifs	Pertes de valeur des écarts d'acquisition	Impôts sur les bénéfices	Résultat net part du Groupe	Métiers
Publié	(13 025)	186	0	(1 386)	3 854	
(+) Linéarisation IFRIC 21	199			(46)	149	
(+) Charges de transformation ^(*)	232			(65)	167	Hors Pôle ⁽²⁾
(+) Plus-value immobilière Haussmann ^(*)		(185)		53	(132)	Hors Pôles
Sous-jacent	(12 594)	1	0	(1 444)	4 038	

9M-20 (en MEUR)	Frais de gestion	Gains nets sur autres actifs	Pertes de valeur des écarts d'acquisition	Impôts sur les bénéfices	Résultat net part du Groupe	Métiers
Publié	(12 363)	82	(684)	(1 079)	(728)	
(+) Linéarisation IFRIC 21	177			(53)	120	
(+) Cessions		77			77	Hors Pôles
(-) Dépréciation des écarts d'acquisition ^(*)			684		684	Hors Pôles
(-) Dépréciation des impôts différés actifs ^(*)				650	650	Hors Pôles
Sous-jacent	(12 186)	159	0	(482)	803	

6 - Coût du risque en points de base, taux de couverture des encours douteux

(*) élément exceptionnel

(1) Charges de transformation et/ou de restructuration au T3-21 relatif aux pôles Banque de détail en France (46 M EUR), Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (23 M EUR) et Hors-Pôles (28 M EUR)

(2) Charges de transformation et/ou de restructuration au 9M-21 relatif aux pôles Banque de détail en France (106 M EUR), Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (66 M EUR) et Hors-Pôles (60 M EUR)

Le coût net du risque ou coût net du risque commercial est défini en pages 43 et 635 du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de risque de chacun des piliers en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux, y compris locations simples.

	(En M EUR)	T3-21	T3-20	9M-21	9M-20
Réseaux de Banque de Détail en France	Coût Net du Risque	(5)	130	124	821
	Encours bruts de crédits	217 332	217 156	217 549	208 604
	Coût du risque en pb	(1)	24	8	52
Banque de Détail et Services Financiers Internationaux	Coût Net du Risque	145	331	408	978
	Encours bruts de crédits	134 725	129 838	132 088	133 240
	Coût du risque en pb	43	102	41	98
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Coût Net du Risque	57	57	83	818
	Encours bruts de crédits	167 410	162 429	161 432	165 389
	Coût du risque en pb	14	14	7	66
Gestion propre	Coût Net du Risque	(1)	0	(1)	0
	Encours bruts de crédits	14 244	12 400	13 589	10 800
	Coût du risque en pb	(1)	(1)	(1)	1
Groupe Société Générale	Coût Net du Risque	196	518	614	2 617
	Encours bruts de crédits	533 711	521 822	524 659	518 033
	Coût du risque en pb	15	40	16	67

Le **taux de couverture brut des encours douteux** est déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation, sans tenir compte des éventuelles garanties apportées. Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »).

7 - ROE, ROTE, RONE

La notion de ROE (Return on Equity) et de ROTE (Return on Tangible Equity) ainsi que la méthodologie de calcul sont précisées en page 43 et 44 du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale. Cette mesure permet d'apprécier le rendement des fonds propres et des fonds propres tangibles de Société Générale.

Le RONE (Return on Normative Equity) détermine le rendement sur capitaux propres normatifs moyens alloués aux métiers du Groupe, selon les principes présentés en page 44 du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale.

Le résultat net part du Groupe retenu pour le numérateur du ratio est le résultat net part du Groupe comptable ajusté des « intérêts, nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émissions » et des « gains/pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion » (voir note méthodologique n°9). Pour le ROTE, le résultat est également retraité des dépréciations des écarts d'acquisition.

Les corrections apportées aux capitaux propres comptables pour la détermination du ROE et du ROTE de la période sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Détermination du ROTE : méthodologie de calcul

Fin de période	T3-21	T3-20	9M-21	9M-20
Capitaux propres part du Groupe	63 638	60 593	63 638	60 593
Titres super subordonnés (TSS)	(7 820)	(7 873)	(7 820)	(7 873)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)		(274)		(274)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(34)	(4)	(34)	(4)
Gains/Pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion	(613)	(875)	(613)	(875)
Provision pour dividende ⁽¹⁾	(1 726)	(178)	(1 726)	(178)
Fonds propres ROE fin de période	53 445	51 389	53 445	51 389
Fonds propres ROE moyens	52 947	51 396	52 215	52 352
Ecart d'acquisition moyens	(3 927)	(3 928)	(3 927)	(4 253)
Immobilisations incorporelles moyennes	(2 599)	(2 464)	(2 549)	(2 417)
Fonds propres ROTE moyens	46 421	45 004	45 739	45 682
Résultat net part du Groupe (a)	1 601	862	3 854	(728)
Résultat net Part du Groupe sous-jacent (b)	1 391	742	4 038	803
Intérêts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission (c)	(130)	(127)	(439)	(447)
Annulation des dépréciations d'écarts d'acquisitions (d)				684
Résultat net Part du Groupe corrigé (e)=(a)+(c)+(d)	1 471	735	3 415	(491)
Résultat net Part du Groupe sous-jacent corrigé (f)=(b)+(c)	1 261	615	3 599	356
Fonds propres ROTE moyens (g)	46 421	45 004	45 739	45 682
ROTE [trimestre: (4*e/g), 9 mois: (4/3*e/g)]	12,7%	6,5%	10,0%	-1,4%
Fonds propre ROTE moyens (sous-jacents) (h)	46 210	44 884	45 923	47 213
ROTE sous-jacent [trimestre: (4*f/h), 9 mois: (4/3*f/h)]	10,9%	5,5%	10,4%	1,0%

⁽¹⁾ La provision est calculée sur un taux de distribution de 50% du résultat net part du Groupe sous-jacent, hors linéarisation d'IFRIC 21, après déduction des intérêts sur les TSS et TSDI

Détermination du RONE : Fonds propres alloués aux métiers (M EUR)

En M EUR	T3-21	T3-20	Variation	9M-21	9M-20	Variation
Banque de détail en France	11 025	11 879	-7,2%	11 201	11 507	-2,7%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	10 340	10 468	-1,2%	10 154	10 627	-4,5%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	15 327	14 868	3,1%	14 687	14 306	2,7%
Total Métier	36 693	37 215	-1,4%	36 042	36 440	-1,1%
Hors Pôles	16 254	14 180	14,6%	16 173	15 912	1,6%
Groupe	52 947	51 396	3,0%	52 215	52 352	-0,3%

8 - Actif net et Actif net tangible

L'Actif net et l'Actif net tangible sont définis dans la méthodologie, page 46 du Document d'enregistrement universel 2021 du Groupe. Les éléments permettant de les déterminer sont présentés ci-après :

Fin de période	9M-21	S1-21	2020
Capitaux propres part du Groupe	63 638	63 136	61 684
Titres Super Subordonnés (TSS)	(7 820)	(8 905)	(8 830)
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	0	(62)	(264)
Intérêts net d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(34)	(1)	19
Valeur comptable des actions propres détenues dans le cadre des activités du trading	(45)	(46)	301
Actif Net Comptable	55 739	54 122	52 910
Ecarts d'acquisition	(3 927)	(3 927)	(3 928)
Immobilisations incorporelles	(2 641)	(2 556)	(2 484)
Actif Net Tangible	49 171	47 639	46 498
Nombre de titres retenus pour le calcul de l'ANA*	850 430	850 429	848 859
Actif Net par Action	65,5	63,6	62,3
Actif Net Tangible par Action	57,8	56,0	54,8

* Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2021, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe.

Conformément à la norme IAS 33, les données historiques par action antérieures à la date de détachement d'un DPS sont retraitées du coefficient d'ajustement correspondant à l'opération.

9 - Détermination du Bénéfice Net par Action (BNPA)

Le BNPA publié par Société Générale est déterminé selon les règles définies par la norme IAS 33 (Cf. page 45 du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale). Les corrections apportées au Résultat net part du Groupe pour la détermination du BNPA correspondent aux retraitements effectués pour la détermination du ROE et du ROTE. Ainsi que précisé en page 45 du Document d'enregistrement universel 2021 de Société Générale, le Groupe publie également un BNPA ajusté de l'incidence des éléments non-économiques et exceptionnels présentés en note méthodologique n°5 (BNPA sous-jacent).

Le calcul du Bénéfice Net par Action est décrit dans le tableau suivant :

Nombre moyen de titres, en milliers	9M-21	S1-21	2020
Actions existantes	853 371	853 371	853 371
Déductions			
Titres en couverture des plans d'options d'achat et des actions gratuites attribuées aux salariés	3 335	3 466	2 987
Autres actions d'auto-détention et d'auto-contrôle			
Nombre de Titres retenus pour le calcul du BNPA**	850 036	849 905	850 385
Résultat net part du Groupe	3 854	2 253	(258)
Intérêts sur TSS et TSDI	(439)	(309)	(611)
Plus-values nettes d'impôt sur rachats partiels			
Résultat net part du Groupe corrigé	3 415	1 944	(869)
BNPA (en EUR)	4,02	2,29	(1,02)
BNPA sous-jacent* (en EUR)	4,06	2,40	0,97

(*) Calculé sur la base d'un résultat net part du Groupe sous-jacent hors linéarisation d'IFRIC 21. Soit 4,23 euros tenant compte de la linéarisation d'IFRIC 21 sur 9M-21.

(**) Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires au 30 septembre 2021, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe.

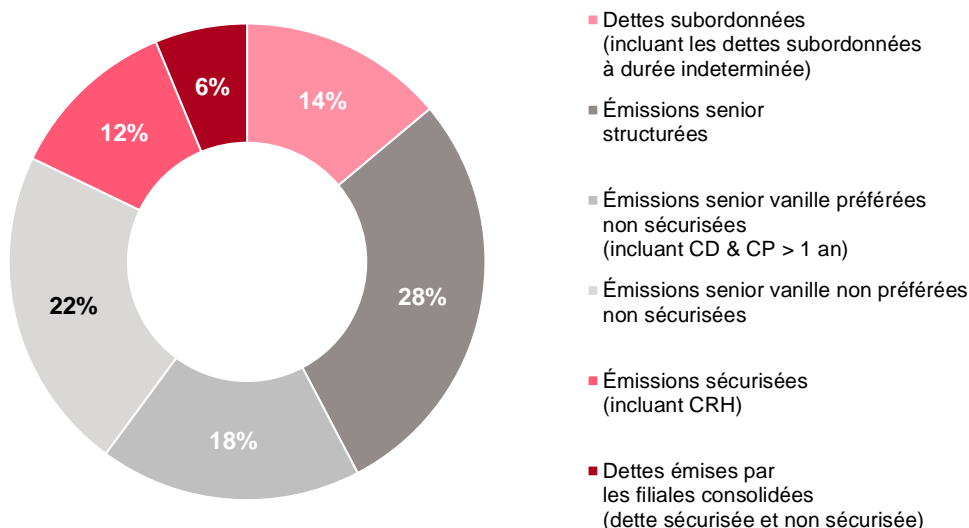
10 - Fonds propres Common Equity Tier 1 du Groupe Société Générale

Ils sont déterminés conformément aux règles CRR2/CRD5 applicables. Les ratios de solvabilité non phasés sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci n'intègrent pas les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Le ratio de levier est également déterminé selon les règles CRR2/CRD5 applicables intégrant la notion de pasage suivant la même logique que pour les ratios de solvabilité.

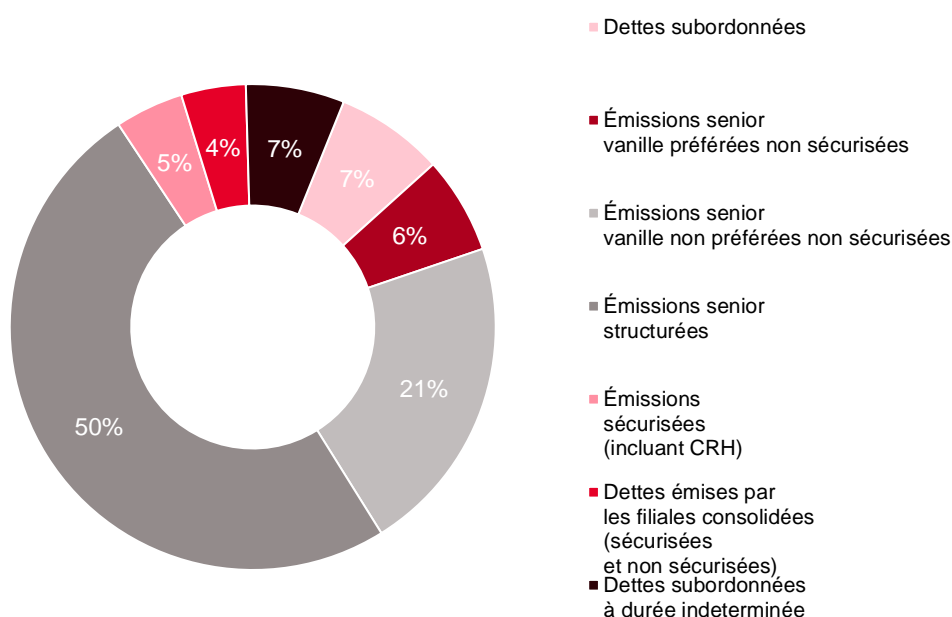
2.3 Politique financière

Situation d'endettement du Groupe - actualisation des pages 56 et 57 du document d'enregistrement universel 2021

ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE EMIS SUR LES MARCHES DE CAPITAUX A FIN SEPTEMBRE 2021 : 165 Md EUR



REALISATION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT A FIN SEPTEMBRE 2021 : 32,9 Md EUR



2.4 Déclaration relative aux événements post-clôture

Actualisation de la page 59 du document d'enregistrement universel 2021

Depuis la fin du dernier exercice, il n'est survenu aucun autre changement significatif de la performance financière du Groupe que ceux décrits dans le premier amendement au document d'enregistrement universel déposé le 7 mai 2021 sous le numéro D-21-0138-A01, dans le deuxième amendement au document d'enregistrement universel déposé le 4 août 2021 sous le numéro D-21-0138-A02 et que ceux décrits dans le présent amendement au document d'enregistrement universel déposé le 4 novembre 2021 sous le numéro D-21-0138-A03 auprès de l'AMF.

3. RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

3.1 Ratios réglementaires

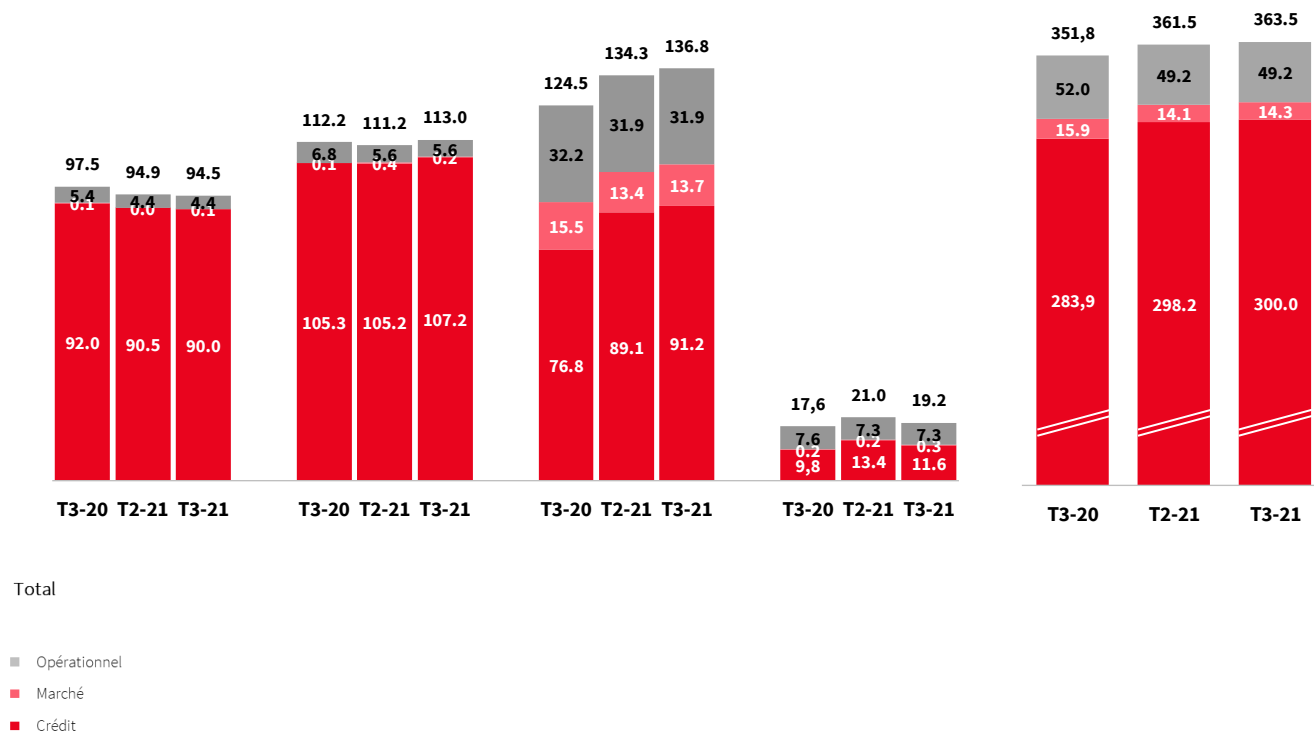
3.1.1 Gestion du capital et adéquation des fonds propres – actualisation des pages 184 à 185 du document d’enregistrement universel 2021

Au cours des neuf premiers mois de l’année 2021, Société Générale a émis un équivalent de 1 972 M EUR d’instruments subordonnés Tier 2 et 1 000 M USD (équivalent à 864 M EUR) d’Additional Tier 1. Le Groupe a par ailleurs procédé, sur cette période, au remboursement à première date de call, de deux émissions Additional Tier 1 (une émission de 1 000 M EUR, lancée en avril 2014, et une émission de 1 500 M USD, lancée en septembre 2016) ainsi qu’au remboursement de cinq émissions Tier 2 (une émission de 425 M SGD, mise en place en mai 2016; une émission de 27 700 M JPY, mise en place en juin 2016 ; une émission d’un montant résiduel de 247,8 M USD mise en place en novembre 1986 ; une émission d’un montant résiduel de de 61,9 M EUR, mise en place en juin 1985, et une émission de 1 000 M EUR, mise en place en septembre 2014).

3.1.2 Extrait de la présentation du 4 novembre 2021 : Résultats du troisième trimestre 2021 (et annexes)

Encours pondérés des risques* (CRR2/CRD5, en Md EUR)

Actualisation de la page 187 du document d’enregistrement universel 2021



* Encours pondérés des risques incluant le phasage d’IFRS 9 depuis le T3-20. Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu’à leur cession effective

Ratios Common Equity Tier 1, Tier 1 et ratio global

Actualisation de la page 186 du document d'enregistrement universel 2021

En Md EUR	30/09/2021	31/12/2020
Capitaux propres part du Groupe	63,6	61,7
Titres Super Subordonnés (TSS)*	(7,8)	(8,8)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*		(0,3)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides (1)	(1,8)	(0,6)
Écarts d'acquisition et incorporels	(5,4)	(5,4)
Participations ne donnant pas le contrôle	5,5	4,4
Déductions et retraitements prudentiels	(5,3)	(3,8)
Fonds Propres Common Equity Tier 1	48,7	47,3
Fonds propres additionnel de catégorie 1	7,9	8,9
Fonds propres Tier 1	56,6	56,2
Fonds propres Tier 2	10,9	11,4
Fonds propres globaux (Tier 1+ Tier 2)	67,5	67,6
Encours pondérés	363	352
Ratio Common Equity Tier 1	13,4%	13,4%
Ratio Tier 1	15,6%	16,0%
Ratio global	18,6%	19,2%

Ratios publiés selon les règles CRR2/CRD5 publiés en juin 2019, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance (voir notes méthodologiques). Ratio CET 1 non phasé de 13,2% et phasage d'IFRS 9 à 19 points de base.

(1) La provision est calculée sur un taux de distribution de 50% du résultat net part du Groupe sous-jacent, hors linéarisation d'IFRIC 21, après déduction des intérêts sur les TSS et TSDI

*Hors primes d'émission sur les Titres Super Subordonnés et les Titres Subordonnés à Durée Indéterminée

RATIO de levier CRR⁽¹⁾

Actualisation de la page 189 du document d'enregistrement universel 2021

En Md EUR	30/09/2021	31/12/2020
Fonds propres Tier 1	56,6	56,2
Total bilan prudentiel ⁽²⁾	1 367	1 309
Ajustements au titre des instruments financiers sur dérivés	(28)	(78)
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres ⁽³⁾	21	6
Exposition hors bilan (engagements de financements et garanties financières)	113	104
Ajustements techniques et réglementaires ⁽⁴⁾	(210)	(163)
<i>dont exemption banques centrales</i>	(111)	(98)
Exposition levier	1 264	1 179
Ratio de levier phasé	4,5%	4,8%

(1) Calculé sur la base des règles CRR2 adoptées par la Commission européenne en juin 2019. Ratio non phasé à 4,4% points de base (voir notes méthodologiques).

(2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement des filiales d'assurance)

(3) Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations similaires sur titres

(4) Incluant le reclassement des ajustements divers (auparavant classés par défaut sur la ligne relative aux expositions sur dérivés)

3.2 Couverture des engagements provisionnables

Actualisation de la page 215 du document d'enregistrement universel 2021

Encours douteux bruts

En Md EUR	30/09/2021	30/06/2021	30/09/2020
Créances brutes saines	532,3	519,3	500,2
<i>dont créances classées en étape 1 (1)</i>	468,7	454,8	445,9
<i>dont créances classées en étape 2</i>	42,5	42,0	32,6
Créances brutes douteuses	16,9	16,7	17,7
<i>dont créances classées en étape 3</i>	16,9	16,7	17,7
Total créances brutes*	549,2	536,1	517,9
Taux brut Groupe d'encours douteux	3,1%	3,1%	3,4%
Provisions sur créances brutes saines	3,0	3,0	2,7
<i>dont provisions étape 1</i>	1,1	1,1	1,2
<i>dont provisions étape 2</i>	1,8	1,9	1,6
Provisions sur créances brutes douteuses	8,7	8,6	9,2
<i>dont provisions étape 3</i>	8,7	8,6	9,2
Total provisions	11,7	11,6	11,9
Taux brut de couverture des créances douteuses Groupe (Provisions sur créances douteuses / Créances douteuses)	52%	52%	52%

*Total des prêts et avances à la clientèle, dépôts auprès des banques et prêts octroyés aux banques et crédit bail, présents au bilan, à l'exclusion des prêts et avances détenus en vue de la vente, des réserves auprès des banques centrales et autres dépôts à vue, conformément à la norme technique d'exécution EBA/ITS/2019/02 qui amende le règlement d'exécution de la Commission (EU) No 680/2014 en ce qui concerne le reporting de l'information financière (FINREP). Le calcul du taux NPL a été modifié pour exclure des créances brutes au dénominateur la valeur nette comptable des immobilisations de location simple. Les créances brutes saines et les créances brutes douteuses incluent des créances à la juste valeur par résultat qui ne sont pas éligible au provisionnement IFRS 9 et donc non répartis par étape. Données historiques retraitées.

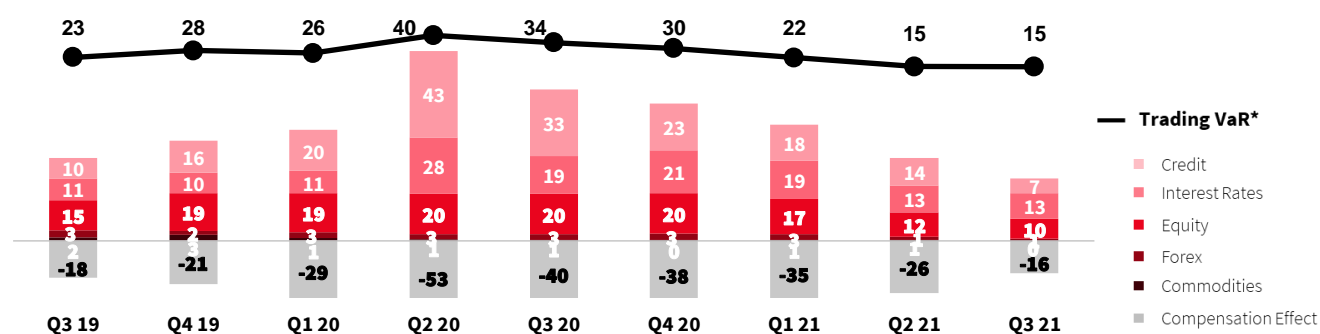
(1) Données retraitées des créances à la juste valeur par résultat qui ne sont pas éligible au provisionnement IFRS 9

3.3 Évolution de la VaR de trading

1.1.1

Actualisation des pages 229 à 230 du document d'enregistrement universel 2021

Évolution de la VaR de Trading* et de la VaR stressée**



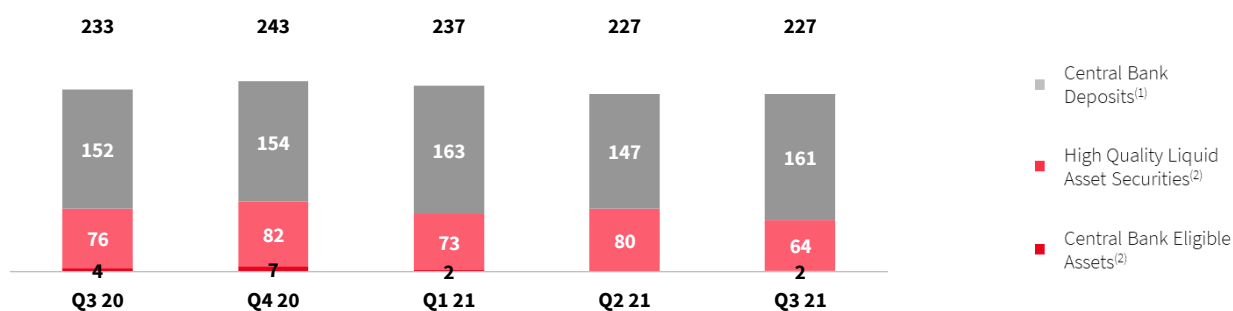
Stressed VAR** (1 day, 99%, in EUR m)	Q3 20	Q4 20	Q1 21	Q2 21	Q3 21
Minimum	28	25	28	23	23
Maximum	58	47	43	48	58
Average	41	36	35	35	38

* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables.

** VaR Stressée : approche identique à celle de la VaR (« simulation historique » avec des chocs « 1 jour » et un intervalle de confiance à 99%), mais sur une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives, plutôt qu'une période glissante d'un an.

3.4 Risques de liquidité

3.4.1 Réserve de liquidité – mise à jour de la page 249 du Document d'Enregistrement Universel 2021



Le Liquidity Coverage Ratio s'élève à 135% en moyenne au T3-21.

3.5 Risques de non-conformité, litiges

Les informations relatives aux risques et litiges sont présentées dans la note annexe 9 aux Etats Financiers consolidés, voir chapitre 5.

Actualisation de la page 259 et 519 du document d'enregistrement universel 2021

Le Groupe procède chaque trimestre à un examen détaillé des litiges présentant un risque significatif. Ces litiges peuvent donner lieu à l'enregistrement de provisions s'il s'avère probable ou certain que leur règlement donnera lieu à une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Ces provisions pour litiges sont classées parmi les Autres provisions au sein du poste Provisions au passif du bilan.

Aucune information détaillée n'est fournie sur la constitution éventuelle de provisions individuelles ni sur le montant de ces dernières dans la mesure où une telle communication serait de nature à porter préjudice à la résolution des litiges concernés.

- Nonobstant les accords transactionnels conclus avec les autorités américaines relatifs à certains taux du London Interbank Offered Rates et à l'Euro Interbank Offered Rate (« dossier IBOR »), la Banque continue de se défendre dans le cadre de procédures civiles aux Etats-Unis (telles que décrites ci-dessous) et a répondu à des demandes d'informations reçues d'autres autorités, notamment des procureurs généraux (Attorneys General) de divers Etats des Etats-Unis et du Department of Financial Services de l'Etat de New York (NYDFS).
- Aux Etats-Unis, Société Générale, de même que d'autres institutions financières, ont été assignées dans le cadre d'actions de groupe portant sur la fixation des taux US Dollar Libor, Yen Japonais Libor et Euribor ainsi que sur des opérations portant sur des instruments financiers indexés sur ces taux. Société Générale a également été assignée dans le cadre de plusieurs actions individuelles (hors Groupe) concernant le taux US Dollar Libor. Toutes ces actions sont pendantes devant l'US District Court de Manhattan (le « Tribunal »).
- Dans la procédure relative à l'US Dollar Libor, toutes les demandes formées contre Société Générale ont été rejetées par la District Court ou volontairement retirées par les demandeurs, sauf deux actions collectives et une action individuelle qui ont fait

l'objet d'un sursis à statuer. Certains demandeurs individuels dont les demandes ont été rejetées avaient déposé des requêtes visant à les autoriser à modifier leurs demandes afin d'ajouter ou relancer des demandes contre Société Générale, requêtes qui ont été rejetées par le Tribunal. Les demandeurs à l'action de groupe ainsi que certains demandeurs individuels ont fait appel du rejet de leurs demandes sur le fondement du droit de la concurrence devant la Cour d'appel fédérale du Second Circuit.

- Le 13 janvier 2020, Société Générale a conclu un accord transactionnel avec les demandeurs à l'action de groupe ayant souscrits des contrats de produits dérivés liés au US Dollar Libor sur les marchés réglementés. Société Générale a accepté de verser la somme de 5,125 millions de dollars américains dans le cadre de cet accord. Cet accord a été homologué de manière définitive par le Tribunal, le 17 septembre 2020.
- Dans la procédure relative au Yen Japonais Libor, le Tribunal a rejeté la requête des demandeurs acheteurs d'instruments dérivés de gré à gré Euroyen. Le 1er avril 2020, la Cour d'appel a infirmé cette décision de rejet et a rétabli les demandes des demandeurs. Le 24 août 2020, les demandeurs ont soumis une seconde assignation modifiée et les défendeurs ont soumis à nouveau une demande de rejet. Le 30 septembre 2021, la Cour a rejeté les demandes des plaignants fondées sur le Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act mais a maintenu les demandes fondées sur le droit de la concurrence et le droit étatique. Dans l'autre procédure, initiée par des acheteurs ou vendeurs de produits dérivés indexés sur l'Euroyen sur le Chicago Mercantile Exchange (« CME »), le 27 septembre 2019, les demandeurs ont soumis leur demande de certification de groupe. Le 25 septembre 2020, le Tribunal a fait droit à la demande de rejet des défendeurs et a écarté les demandes des demandeurs. Ces derniers ont fait appel devant la Cour d'appel fédérale du Second Circuit.
- Dans le cadre de la procédure relative à l'Euribor, le Tribunal a rejeté l'ensemble des demandes formées contre Société Générale dans le cadre de l'action de groupe et a rejeté la requête des demandeurs visant à déposer une assignation modifiée. Les demandeurs ont interjeté appel de ces décisions devant la Cour d'appel fédérale du Second Circuit.
- En Argentine, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre d'une action intentée par une association de consommateurs pour le compte de consommateurs argentins qui détenaient des obligations du gouvernement ou d'autres instruments dont les intérêts à payer étaient liés au US Dollar Libor. Il leur est reproché d'avoir enfreint les dispositions protectrices du droit de la consommation argentin lors de la fixation du taux US Dollar Libor. L'assignation dans ce dossier n'a pas encore été signifiée à Société Générale.
- Société Générale ainsi que d'autres institutions financières étaient assignées dans le cadre d'une action de groupe aux Etats-Unis dans laquelle il leur était reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA relativement à des opérations de change au comptant et de commerce de dérivés. L'action avait été initiée par des personnes ou entités ayant conclu certaines transactions de gré à gré et échangé des instruments de change. Société Générale a conclu un accord transactionnel pour un montant de 18 millions de dollars américains, qui a été homologué par le tribunal le 6 août 2018. Une action de groupe distincte a également été initiée pour le compte d'acheteurs indirects. Société Générale a conclu un accord pour 975 000 USD pour résoudre ce différend. Le 19 novembre 2020, le tribunal a définitivement validé cet accord. Le 7 novembre 2018, un groupe d'entités ayant décidé de ne pas participer à l'accord transactionnel de l'action de groupe principale ont intenté une action contre Société Générale, SG Americas Securities, LLC et plusieurs autres institutions financières. Le 28 mai 2020, le tribunal a écarté SG Americas Securities, LLC de cette procédure. La phase de discovery est en cours pour SG et les codéfendeurs restants. Le 11 novembre 2020, une action a été initiée au Royaume-Unis contre Société Générale et d'autres banques, pour des prétendues collusions sur le marché des opérations de change. Société Générale a reçu l'assignation motivée des demandeurs et prépare sa défense.
- Le 5 juin 2020, un actionnaire de Société Générale a initié une action dérivée (ut singuli) devant la Cour de l'Etat de New York contre 39 anciens et actuels dirigeants et administrateurs de la Banque. L'assignation prétend qu'un accord écrit de 2009 avec les régulateurs bancaires américains exigeait de la Banque la mise en œuvre et le maintien d'une politique effective de conformité et de contrôle des transactions en matière de lutte contre le blanchiment. Selon l'assignation, la Banque aurait manqué à ces obligations, conduisant à des pénalités et confiscations imposées en novembre 2018 par plusieurs agences fédérales et de l'Etat de New York et des autorités pénales au titre de la législation américaine en matière de sanctions et de lutte contre le blanchiment. L'assignation forme notamment des demandes au titre de manquements à des obligations en lien avec ces accords. Ce contentieux en est à un stade précoce de la procédure, et une demande visant au rejet de l'action (motion to dismiss) sur plusieurs fondements a été déposée.
- Le 16 octobre 2020, Vestia a assigné Société Générale devant les juridictions anglaises au titre des conditions dans lesquelles celle-ci a souscrit des contrats de produits dérivés avec Société Générale entre 2008 et 2011. Vestia soutient qu'elle ne disposait pas de la capacité pour souscrire de tels produits et prétend que ces transactions ont été conclues via des actes de corruption. Vestia cherche à faire annuler ces transactions et à recouvrer les montants versés à Société Générale au titre de ces dernières. Le 8 janvier 2021, Société Générale a soumis ses conclusions en défense assorties d'une demande reconventionnelle. Le 11 octobre 2021, Société Générale et Vestia ont conclu un accord transactionnel mettant fin à ce litige, sans aucune reconnaissance de responsabilité de Société Générale.

4. RESPONSABLE DU TROISIÈME AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

4.1 Responsable du troisième amendement au Document d'enregistrement universel

M. Frédéric OUDÉA

Directeur général de Société Générale

4.2 Attestation du Responsable

J'atteste que les informations contenues dans le présent amendement au document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Paris, le 4 novembre 2021

M. Frédéric OUDÉA

Directeur général de Société Générale

4.3 Responsables du contrôle des comptes

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par M. Micha Missakian

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense

Date de nomination : 22 mai 2012

Date de renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Nom : Société Deloitte & Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Date de 1^{ère} nomination : 18 avril 2003

Date du dernier renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte & Associés sont enregistrées comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

4.4 Déclaration de l'émetteur relative à l'amendement

Ce troisième amendement au document d'enregistrement universel a été déposé le 4 novembre 2021 sous le numéro D-21-0138-A03 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

5. TABLES DE CONCORDANCE

5.1 Table de concordance de l'amendement

La présente table de concordance reprend les rubriques prévues par l'annexe 1 (sur renvoi de l'annexe 2) du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission, et renvoie aux pages du présent amendement au Document d'enregistrement universel où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

Rubriques	Numéros de pages du Document d'enregistrement universel	1 ^{er} Amendement	2 ^{ème} Amendement	3 ^{ème} Amendement
1 PERSONNES RESPONSABLES				
1.1 Nom et fonction des personnes responsables	628	38	171-172	33
1.2 Déclaration des personnes responsables	628	38	171-172	33
1.3 Déclaration ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert	NA	NA	NA	NA
1.4 Informations provenant de tierces parties	NA	NA	NA	NA
1.5 Déclaration de l'émetteur	632	39	172	34
2 CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES				
2.1 Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	628	39	172	34
2.2 Démission, révocation ou non-renouvellement des commissaires aux comptes	NA	NA	NA	NA
3 FACTEURS DE RISQUE	152-162	30-32	37-54	NA
4 INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR				
4.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	607	1	1	1
4.2 Lieu et numéro d'enregistrement et LEI de l'émetteur	607	NA	NA	NA
4.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	607	NA	NA	NA
4.4 Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation applicable, pays dans lequel il est constitué, adresse et numéro de téléphone du siège social et site web	607	1	1	1
5 APERÇU DES ACTIVITÉS				
5.1 Principales activités	8-10 ; 47-52	NA	5-36	NA
5.2 Principaux marchés	8-13 ; 16-26 ; 28-29 ; 466-470	5-28	5-26 ; 43	5-27
5.3 Événements importants dans le développement des activités	6-7 ; 14-26	5-28	5-26 ; 28-30	5-27
5.4 Stratégie et objectifs	11-15 ; 30-31	3-4	3-5 ; 17 ; 39-40	3-4
5.5 Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA	NA	NA	NA
5.6 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	30-40	5-28	5-26 ; 42	5-27
5.7 Investissements	58 ; 268-348 ; 373-377	NA	33-34	NA
6 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE				
6.1 Description sommaire du Groupe	8-10 ; 28-29	NA	27	NA
6.2 Liste des filiales importantes	28-29 ; 480-517	NA	27 ; 31 ; 88	NA

7 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT					
7.1	Situation financière	30-46 ; 53-57	3-28	5-26;72-161	3-27
7.2	Résultats d'exploitation	30-46	5-28	5-26	5-27
8 TRÉSORERIE ET CAPITAUX					
8.1	Informations sur les capitaux de l'émetteur	55 ; 352-356 ; 460-465 ; 571-574	10;21;25-29;33 72-76;138-139; 161		9;20;24-27
8.2	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	357	NA	77	NA
8.3	Informations sur les besoins de financement et la structure de financement de l'émetteur	56-57	5;10;29	32	5;9;27
8.4	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les activités de l'émetteur	598	NA	NA	NA
8.5	Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés au point 5.7.2.	55-57 ; 59	NA	33;35	NA
9 ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE					
		12 ; 14-15 ; 41 ; 46 ; 179	3-4;30-32	3-4, 36-38; 40-43	3-4
10 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES					
10.1	Principales tendances récentes ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice Tout changement significatif dans la performance financière du Groupe ou fournir une déclaration négative appropriée	59	3-28	3-26	3-27
10.2	Tendance, incertitude, contrainte, engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influencer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours	14-15	3-4	3-4	3-4
11 PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE					
		NA	NA	NA	NA
12 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE					
12.1	Conseil d'administration et Direction générale	64-97	NA	68-71	NA
NA12.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	146	NA	69-71	NA
13 RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES					
13.1	Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	98-142	NA	NA	NA
13.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	448-455	NA	133-134	NA
14 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION					
14.1	Date d'expiration du mandat actuel	67-68 ; 73-81 ; 93-94 ; 99	NA	68-70	NA
14.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA	NA	NA	NA
14.3	Informations sur le Comité d'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	85-90	NA	69	NA
14.4	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	65	NA	NA	NA
14.5	Incidences significatives potentielles sur le gouvernement d'entreprise, y compris les modifications futures de la composition du conseil et des comités	66-68	NA	NA	NA
15 SALARIÉS					
15.1	Nombre de salariés	281	NA	48	NA

15.2	Participations et stock-options des administrateurs et des dirigeants	67 ; 73-81 ; 93-94 ; 98-142	NA	NA	NA
15.3	Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur	448 ; 455 ; 544 ; 563 ; 567 ; 603 ; 608	NA	NA	NA
16	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES				
16.1	Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	603-604	NA	161	NA
16.2	Droits de vote différents des actionnaires susvisés	603-604 ; 607-608	NA	161	NA
16.3	Contrôle de l'émetteur	603-604 ; 606	NA	NA	NA
16.4	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA	NA	NA	NA
17	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	146-147 ; 448-449	NA	NA	NA
18	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR				
18.1	Informations financières historiques	138 ; 168-171 ; 179-180 ; 190 ; 192-196 ; 204-205 ; 208-218 ; 224-234 ; 243-247 ; 352-522 ; 529-592	5-28	5-26, 71-160	5-27
18.2	Informations financières intermédiaires et autres	NA	5-28	5-26	5-27
18.3	Audit des informations financières annuelles historiques	523-528 ; 593-598	NA	159-160	NA
18.4	Informations financières <i>proforma</i>	NA	NA	NA	NA
18.5	Politique en matière de dividendes	12 ; 602	NA	6 ; 68;140	NA
18.6	Procédures judiciaires et d'arbitrage	259 ; 519-522 ; 590-592	36-37	63-68; 147-151	31-32
18.7	Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	59	3-28	3-36	3-27
19	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES				
19.1	Capital social	144-145 ; 603-609	1	1;161	1
19.2	Acte constitutif et statuts	609-614	NA	NA	NA
20	CONTRATS IMPORTANTS	59	NA	35	NA
21	DOCUMENTS DISPONIBLES	608	NA	NA	NA